



France diplomatie - La France, Patrie des Droits de l'Homme, un état voyou (2/2)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 08 septembre 2018

[Madaniya.info](#) 7 septembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

- Revue de détails de l'Abécédaire d'Emmanuel Macron
- Interview accordée à Caroline Raymond <http://fr.truthngo.org/>

L'EXPÉDITION DE SYRIE : UNE FARCE TRAGIQUE. UN FIASCO.

La manifestation de force occidentale contre le Syrie, en avril 2018, hors mandat des Nations Unies, a viré à une démonstration d'impotence. Le retour d'opération établit le constat d'un fiasco militaire doublé d'une farce tragique. La vérité des chiffres donne le bilan suivant : 110 missiles américains tirés contre la Syrie, dont 70 % abattus avant d'atteindre leur cible. Soit à raison de deux millions de dollars le missile, un budget de 220 millions de dollars pour trois syriens blessés. Ce qui donne 70 millions de dollars pour chaque syrien blessé.

Ce chiffre ne tient toutefois pas compte des dépenses afférentes au déplacement de l'Armada occidentale aux larges des côtes syriennes : un porte avions américain Harry Truman et son escadre d'escorte de six bâtiments, deux sous marins anglais lance missiles etc.

La France, suprême sophistication, a dépêché, elle, depuis la base aérienne de Saint Didier sur le territoire métropolitain, quatre avions «Rafale», escortés par 4 autres Rafale de protection, un avion ravitailleur et trois bâtiments de la marine soit au total 12 éléments de sa défense nationale pour un raid de 4 heures, au résultat aléatoire. Pis, L'opération Hamilton, au cours de laquelle 12 missiles français ont été tirés, a tourné au fiasco. Pas moins de quatre missiles ne sont jamais partis.

Deux frégates Aquitaine et l'Auvergne ont essuyé une défaillance technique, entravant la mise à feu des missiles. C'est finalement, le bâtiment de remplacement, le Languedoc-Roussillon, qui a armé ses missiles pour atteindre la cible prévue, un centre de stockage d'arme chimique près de Homs. Les deux autres cibles ont été frappées par des tirs d'avions Rafale.

Le prix des missiles prévus pour cette opération, capable de pulvériser une cible à plus de mille kilomètres de distance avec une précision inférieure à un mètre, est de 2,8 millions d'euros l'unité.

L'hypothèse d'un piratage informatique russe a été évoquée pour expliquer la défaillance technologique française.

Pour des pays qui affichent des déficits budgétaires colossaux, l'exploit mérite d'être

signalé, particulièrement la France, qui balance « un pognon dingue » aux plus démunis, chipotant le bout du gras faisant des économies de bout de chandelles en réduisant par exemple de 5 euros l'allocation APL concernant les loyers étudiants, ou en gélant depuis cinq ans les pensions des retraités, dont l'économie de surcroît ne dispose d'ailleurs pas des mêmes possibilités de rebond que les économies anglo saxonnes, avec leur monnaie nationale, le dollar et la livre sterling, qui servent de monnaies d'échange des transactions internationales.

UNE OPÉRATION TENUE EN LAISSE PAR LEUR CONTESTATAIRE RUSSE

Les Occidentaux voulaient donner une magistrale leçon aux Syriens, au-delà aux Iraniens et à leur allié commun, les Russes. Dans un luxe de raffinement qui confine au sadisme, la Russie a infligé une humiliation à ses adversaires, assignant à l'action militaire occidentale un périmètre clairement défini, une « ligne rouge » de revers, au-delà de laquelle, ils s'exonéraient de leur engagement de prévenir des représailles syro iraniennes contre les troupes américaines présentes dans le Nord de la Syrie, de l'ordre de 2.500 soldats déployés autour de la base aérienne de Minjeb et de la base d'Al Tanaf. Et des 2.000 soldats français encadrant les kurdes d'Afrine...

Au delà de la propagande de guerre, l'échec occidental se révèle par les statistiques fournies par le commandement russe sur l'efficacité de la défense anti aérienne dans l'espace syrien : Pantzir S : 23 frappes sur 25 engagements ; Buk-M2 : 24 sur 29. Autrement dit, la Russie a engagé le dernier cri de son armement pour neutraliser l'attaque occidentale. Much Ado About Nothing.

DE LA RÉCIDIVE D'ÉTATS VOYOUS

L'agression tripartite occidentale a retenti dans la conscience populaire arabe comme un remake de l'agression tripartite de Suez contre Nasser, en 1956. Mais à la différence de 1956, où les deux anciennes puissances coloniales du Moyen Orient, Le Royaume Uni et la France, s'étaient alliées à leur créature, Israël, l'expédition de 2018 a été menée par les deux anciennes puissances coloniales européennes mais avec leur tuteur américain, dont elles sont devenues les sous traitantes régionales, pour la protection de leur créature commune, Israël, dans un inversion de tendance, lourde de signification pour l'avenir.

En 2011, le trio occidental avait procédé à une interprétation extensive d'une résolution de l'ONU sur la Libye pour bombarder massivement le pays, « la plus grande erreur » de la double mandature de Barack Obama, du propre aveu de l'ancien président américain.

Les états occidentaux sont des récidivistes en la matière, s'affranchissant de la légalité internationale dès lors que leurs intérêts sont en jeu. Ce qui en ont fait au même titre que d'autres des «rogues states». Des «Etats Voyous».

Triste constat : la France, Patrie des droits de l'homme, est un « état voyou »... sans doute à l'insu de son propre gré.

En contrepartie, de ce résultat aléatoire voire problématique, la Russie s'est libérée de l'engagement qu'elle avait prise auprès des États-Unis de ne pas livrer des missiles S 300 à la Syrie. Des missiles performants, infiniment plus efficace que le bouclier anti missiles américains Patriot déployé tant en Arabie saoudite qu'en Israël.

Mieux, alors que dans l'optique occidentale, la « frappe » devait ramener la Russie à la table

des négociations de Genève, sous l'égide des Nations Unies, donc sous contrôle occidental, Moscou a estimé que ce coup de force frappait de caducité la Conférence de Genève sur la Syrie, l'incitant à rechercher une solution dans un cadre tripartite des puissances régionales, en concertation avec l'Iran, et, surtout la Turquie, pourtant membre de l'OTAN.

L'agitation belliciste d'Emmanuel Macron s'expliquerait par la rebuffade qu'il aurait essuyé auprès de la Turquie qui se serait opposé à la participation de la France au sommet tripartite d'Ankara sur la Syrie tenu au printemps 2018, ainsi que par le 2e refus de la Turquie de donner suite à une recherche d'une solution pour le nord de la Syrie dans le cadre d'une démarche commune franco-turque. Ce double refus aurait mortifié l'amour propre du juvénile président français. Il expliquerait sans la justifier son fonctionnement vibronnaire lors de la pré-campagne de Syrie.

LA FIN DE L'UNILATÉRALISME OCCIDENTAL DANS LA GESTION DES AFFAIRES DU MONDE

Dans un mouvement sans doute irréversible, la guerre de Syrie a signé dans l'ordre symbolique la fin de l'unilatéralisme occidental dans la gestion des affaires du Monde, en même temps que la fin de six siècles d'hégémonie occidentale sur la planète.

Au delà de l'affrontement Russie versus Otan en Syrie, « la Chine et les États-Unis sont engagés, à long terme, sur une trajectoire de collision. Les précédents historiques montrent qu'une puissance ascendante et une puissante déclinante sont vouées le plus souvent à l'affrontement» (Dominique de Villepin dit). Dans cette bipolarisation du monde, la France particulièrement, risque d'être engloutie dans la sphère d'influence de l'un des deux géants rivaux, à son grand détriment.

Dans cette perspective, Emmanuel Macron serait plus avisé de rechercher auprès de la Russie un contrepoids efficace à la nuisance que génère sur la construction européenne « la nouvelle Europe », (Pologne, Hongrie etc), selon la terminologie du néo conservateur belliciste Donald Rumsfeld , ancien secrétaire à la défense de George Bush jr.

DE LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »

Emmanuel Macron s'est drapé dans la dignité de la couverture de la « communauté internationale » pour justifier son action militaire contre la Syrie, en avril 2018.

Pitoyable et méprisable procédé qui consiste à camoufler un unilatéralisme belliqueux de type néocolonialiste par une fantasmagorique nébuleuse crypto moralisante. Forgé par les néo conservateurs pour se donner la possibilité de contourner la légalité internationale, la « Communauté Internationale » est constituée des pays de l'Otan plus Israël. Ce que les théoriciens suprématistes désignent par l'« anglosphère », soit 21 pour cent de la population mondiale, exclusivement de « race blanche».

Que le disciple du philosophe Paul Ricoeur recourt à cet artifice moral pour justifier une action de non droit relève de l'indigence intellectuelle, doublée d'une imposture morale.

D'une fébrilité vibronnaire sur tous les plans de partition du Monde arabe, la France se trouve à l'avant garde de tous les projets portant création de nouveaux états dans la sphère arabe, du Sud Soudan, au Kurdistan irakien au Kurdistan syrien, grâce à ses activistes pro israéliens patentés (Bernard Kouchner, Bernard Henry Lévy), mais, d'une timidité de violette, paradoxalement, pour tout ce qui a trait à la Palestine. Ah le fardeau de la

collaboration nazie de Vichy et de la tétanie qu'il provoque pour ce qui a trait au fait juif dans la conscience politique française.

EMMANUEL MACRON FRAPPÉ DU SYNDROME FRANÇOIS HOLLANDE

À l'instar de son prédécesseur, qu'il déteste pourtant tant, Jupiter est sensible aux croassements de la basse cour intellectuelle, les intellectuels de cour, la cohorte des flagorneurs, flatteurs, persifleurs, conseillers, zélés toujours, mais jamais payeurs. À n'y prendre garde, Emmanuel Macron pourrait être happé par le syndrome François Hollande, le miroir des vanités intellectuelles françaises, victime de sa trop grande proximité, voire de sa complicité, avec la caste médiatique.

LA LÉGION D'HONNEUR

Emmanuel Macron s'imaginait induire une action en indignité du président syrien en instrumentalisant le processus visant à lui retirer la dignité de « Grande Croix » de la Légion d'honneur, pour en faire son procès moral, à chaque étape de sa dégradation symbolique : Décision du chancelier du Conseil de l'Ordre de la Légion d'Honneur, présentation de la décision au Grand Maître de l'ordre, en l'occurrence le président français en personne, puis publication au Journal Officiel de la République Française.

En anticipant le mouvement par un « retour à l'envoyeur », -via l'ambassadeur de Roumanie en charge des intérêts syriens en France-, Bachar Al Assad a infligé un magistral camouflet à son homologue français, par effet boomerang en quelque sorte, en lui coupant l'herbe sous les pieds.

Mieux, le Président syrien peut désormais se targuer de ne pas figurer dans le lot des bénéficiaires du grelot, dont bon nombre figure parmi les autorocrates hideux de l'histoire, à l'instar de Benito Mussolini (Italie), Nicolas Ceasescu (Roumanie), Omar Bongo, (Gabon), Joseph Désiré Mobutu (République Démocratique du Congo), dont l'accès au territoire français a été cyniquement refusé au congololais au seuil de sa mort à titre de gratitude pour ses largesses à la classe politico médiatique française, de même que Zine El Abdine Ben Ali (Tunisie). Des récipiendaires qui constituent autant de stigmates sur la belle façade démocratique que la France veut donner d'elle même au Monde.

L'EXCEPTION FRANÇAISE

Ah ce faux souci de l'« exception française », la fameuse spécificité française qui verse souvent dans la spéciosité, dans ses diverses déclinaisons « responsable mais pas coupable », ou sa variante ignoble de « fusible » d'un supérieur fautif d'un subordonné innocent, face cachée du « management panique » pour reprendre l'expression du sociologue Michel Crozier (cf: La crise de l'intelligence, essai sur l'incapacité des élites française à se reformer Inter-éditions 1995).

Un comportement attentiste, où des solutions de circonstances prévalent sur les règlements de fond ; un comportement de frilosité où la hardiesse d'une anticipation est bridée par la quiétude procurée par le pourissement d'une situation, où la rationalité cède le pas à l'improvisation générée par une ambiance de catastrophisme.

EPILOGUE

Le mot de la fin revient au sociologue Michel Crozier qui porte un diagnostic au scalpel sur la France et son management panique : « L'image idéale du dirigeant français, c'est celle de

l'homme qui analyse très vite les difficultés ou les opportunités, qui en fournit une brillante synthèse et qui édicte immédiatement les solutions ou les actions appropriées : clarté d'esprit, simplification et rapidité de décision. C'est ainsi qu'on provoque les grandes catastrophes».

... « Le deuxième corollaire, c'est la priorité donnée à la conception sur l'exécution. Elle sert d'excuse à l'ignorance du terrain, elle explique l'incapacité de beaucoup de dirigeants à appréhender la complexité des systèmes humains qui vont devoir mettre en oeuvre leurs décisions et en subir les conséquences. Cette distance par rapport aux réalités de la base est à la source de beaucoup d'échecs (...) La France est un pays particulièrement porté à l'engouement pour les modes et les gourous : pour les solutions séduisantes, avant même de savoir à quel problème elles peuvent s'appliquer».

Fin de la citation de Michel Crozier qui ne saurait en aucun cas être suspecté d'être un « anti français » l'accusation courante qui frappe quiconque heurte la bien pensée française.

Pour rappel la France se classe 23e sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption, publié par Transparency International, derrière certains de ses voisins européens comme la Belgique (16e), l'Allemagne (12e) ou le Royaume Uni (8e).

La source originale de cet article est Madaniya.info
Copyright © René Naba, Madaniya.info, 2018

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIe siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège

est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca